

GANGSTERS OU RÉVOLUTIONNAIRES ?

(La vérité sur les emprisonnés de Barcelone)

Trois révolutionnaires espagnols risquent la peine de mort ; d'autres de longues peines de prison. L'Etat espagnol cherche à les faire passer pour des gangsters, sous prétexte que deux d'entre eux ont été arrêtés à la suite d'une attaque de banque.

Un comité s'est constitué afin d'apporter à ces militants l'aide matérielle, juridique, humanitaire, dont ils ont besoin (1). Sa première tâche, la plus urgente, est de briser le silence. C'est pour cette raison qu'il a réuni dans une brochure ces deux documents qui lui sont parvenus. Le premier décrit le passé des inculpés et les raisons de leurs actes respectifs, exposés par des camarades espagnols des emprisonnés. En publiant ce texte, le comité ne se prononce nullement pour ou contre les thèses qu'il développe. Les inculpés n'exigent d'ailleurs pas d'être soutenus sur la base de leurs propres positions. Ils demandent seulement qu'on fasse la vérité sur leur action. Ils revendiquent le droit de ne pas être considérés comme des gangsters, ni non plus comme de simples « antifascistes » ou « antifranquistes ». Ils ne veulent pas qu'on se déclare d'accord avec eux, mais qu'on déclare ce qu'ils sont eux-mêmes.

Seule la vérité totale des faits peut les sauver. Un mouvement d'opinion fera reculer l'Etat espagnol, et limitera leurs condamnations.

Le second document émane de la police de Barcelone. La simple confrontation des deux textes montre à quel point la police dissimule le fond de l'affaire derrière une profusion de détails superficiels destinés à impressionner le public, — avec la complicité de la presse espagnole légale.

Le 6 octobre 1973.

(1) On peut prendre contact ou adresser toute correspondance relative à ce comité en écrivant à P. Vidal-Naquet, 11, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Toute aide financière sera utile : CCP 3856 à Paris.

GANGSTERS OU REVOLUTIONNAIRES ?

Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire à Barcelone.

Dans les derniers jours de septembre 1973, plusieurs camarades sont tombés aux mains de la police espagnole. Le 16, après une expropriation à main armée à Bellver de Cardanya, José Luis Pons Llobet, 17 ans, étudiant, et Oriol Sole Sugranyes, 25 ans, typographe, se sont faits prendre après une fusillade avec la Garde Civile au moment de franchir la frontière française. La police française a d'ailleurs collaboré à ces recherches à l'aide de barrages, d'hélicoptères, etc. La police espagnole réussit ensuite à trouver Maria Augustias Mateos Fernandez, 17 ans, lycéenne, réfugiée chez son beau-père, dans la famille de J.L. Pons Llobet, à Barcelone. La police fit usage de ses méthodes terroristes habituelles, menaçant de ses armes toute la famille. Puis les policiers perquisitionnèrent chez d'autres révolutionnaires.

Ils arrêtaient Santiago Soler Amigo, 33 ans, universitaire, enseignant en sociologie, journaliste, et infirme, connu pour ses activités révolutionnaires et relations nombreuses avec le mouvement ouvrier de Barcelone. Il est vraisemblable que la police fit pression sur lui, et profita de ce qu'il souffrait alors d'épilepsie, pour tendre un piège lors d'un rendez-vous destiné à organiser la diffusion de brochures. Cette chronologie, ainsi que d'autres informations provenant surtout de sources officielles, pourrait être en partie faussée par les efforts de la police visant à brouiller les pistes. La police a pour habitude en pareil cas de dissimuler ou déformer l'origine de ses propres informations, pour susciter une méfiance réciproque entre ceux qu'elle a arrêtés, entre ceux qui sont encore libres, ainsi qu'entre les uns et les autres. La vérité complète sur ces détails sera rétablie ultérieurement.

Les policiers le conduisirent eux-mêmes à ce rendez-vous et arrêtaient Javier Garriga Paituvi, 24 ans, correcteur, et Salvador Puig Antich, 25 ans, étudiant. En tentant de s'échapper, ce dernier, menacé par plusieurs policiers armés, fut obligé d'utiliser son arme, blessant ainsi mortellement Don Francisco Jesus Anguas Barragan, membre de la police politique, la Brigade Politico-Sociale, qui devait décéder de ses blessures. Utilisant les mêmes méthodes terroristes et contre-révolutionnaires, ils ont procédé à l'arrestation d'Emilio Pardinias Viladrich, 30 ans, professeur à l'université de Barcelone, et Maria Luise Piguillern Mateos, 14 ans, employée, ainsi que Manuel Antonio Canestro Amaya. Comme toujours la solidarité joue pleinement entre les Etats au niveau de la répression : la police espagnole a fait appel à Interpol, lui demandant de contribuer à l'arrestation de certains militants dont elle estime qu'ils ont quitté l'Espagne à la suite de ces événements. Surtout, elle a impliqué tous ces révolutionnaires dans les expropriations et d'autres actions à main armée, les présentant comme « une dangereuse bande de gangsters ». Trois de ces camarades risquent la peine de mort : S. Puig Antich, J.L. Pons Llobet et O. Sole Sugranyes. Les autres risquent des peines pouvant atteindre 30 ans de prison. Ils peuvent être jugés secrètement, et la sentence est exécutoire dans les 24 heures.

Les méthodes de ces révolutionnaires étaient une réponse inévitable, directe et nécessaire aux méthodes de l'Etat fasciste. On ne peut accepter qu'un Etat d'assassins, qui tire sur des ouvriers désarmés, les

